

INTRODUCTION

LE DECLIN DE L'EUROPE « MILITAIRE »

PAR

Yves BOYER*

La contraction significative des appareils de défense européens aura connu une nouvelle étape en 2010, avec les mesures annoncées à l'automne par les autorités britanniques. Un des meilleurs élèves de la classe atlantique, qui a toujours été, depuis 50 ans, l'Etat européen qui consentait le plus grand effort de défense, baisse la garde. Avec la *Strategic Defense Review* d'octobre 2010, les dépenses militaires britanniques vont être réduites de 8 % sur la durée de la mandature de la majorité conservateurs-libéraux élue au printemps précédent. 42 000 postes seront supprimés au MoD, dont 17 000 pour les armées, ce qui aboutit d'ores et déjà à la disparition d'un certain nombre d'unités de combat. La RAF ne dispose plus que de 10 escadrons d'avions de combat, ce qui était la situation qu'elle connaissait au début des années 1920. Le Royaume-Uni ne dispose dorénavant plus d'aviation de patrouille maritime, qui assurait, notamment, la sûreté des sous-marins nucléaires lanceurs d'engins.

De l'autre côté de la Manche, la réintégration de la France dans l'OTAN a abouti à sa « normalisation ». Paris ne se distingue plus de ses partenaires otaniens que par sa politique de dissuasion nucléaire. Quelles ont été, en effet, les conséquences de la réintégration ? L'influence française a-t-elle augmenté et, si c'est le cas, dans quel sens ? Quelle est-elle, par exemple, auprès du Secrétaire général de l'OTAN, qui a une conception assez « autoritaire » de sa fonction ? Le général français qui commande l'Allied Command Transformation (ACT) à Norfolk apporte-t-il, au-delà du prestige du poste, une réelle influence de la part de la France ? Qu'en sera-t-il lorsque le grand commandement américain JFCOM, avec lequel ACT est connecté, sera dissous, si on en croit les déclarations du secrétaire à la Défense Robert Gates ? Quels bénéfices retire-t-elle en s'engageant sous commandement étranger en Afghanistan ? Désormais, l'armée est dotée d'un « business plan » largement défini en fonction des desiderata qui résultent de notre pleine appartenance à l'OTAN. Etre « normalisé » c'est accepter que les mêmes causes produisent les mêmes effets : comme chez nos partenaires européens, la réduction du budget militaire français se précise d'autant plus facilement qu'on a le sentiment de jouir des bénéfices de la sécurité collective. Cette décélération des crédits militaires obéit, certes, à la nécessité de la conjoncture économique et financière actuelle, les voix qui s'y opposent sont cependant devenues d'autant plus faibles qu'il y a eu rupture du consensus sur la défense. Rupture dont les thuriféraires de la position actuelle refusent bien évidemment d'admettre. Enfin, la réintégration française devait s'accompagner du développement de la défense européenne ; or, les partenaires européens de la France ne veulent absolument pas d'un système de défense indépendant de l'OTAN qui risquerait d'éloigner, si peu que ce soit, les Etats-Unis du théâtre européen et ont intérêt – sur les plans politique, stratégique et financier – à les y maintenir en permanence.

* Directeur-adjoint de la Fondation pour la recherche stratégique (FRS, France) et chargé du cours à l'Ecole polytechnique (France).

L'Alliance elle-même ne se porte pas au mieux ; elle se trouve même en déficit, estimé à 600 millions d'euros en 2009. Elle a adopté, sans la pompe qui avait accompagné le précédent sommet de Strasbourg-Kehl, un nouveau concept stratégique dans lequel sont mentionnés des risques nouveaux (terrorisme, guerre cybernétique, etc.) : sont-ils bien du ressort de l'OTAN ? En fait, l'Alliance peine à trouver un nouveau souffle. Elle est contrainte de tenir compte d'une palette de risques dont la liste disparate traduit, de fait, une grande variété de situations géopolitiques. Ces disparités montrent une alliance propre à tout ou presque, qui satisfait artificiellement des impératifs contradictoires qu'elle ne peut plus réconcilier. Ces évolutions se déroulent alors même que les Etats-Unis ont amorcé leur reflux de l'Europe, où ils s'étaient trouvés impliqués dès 1917 puis, d'une manière militairement significative, à partir de 1942. Dans quelques années resteront en Europe moins de 50 000 GI's. Signe des temps : à Lisbonne, lors de l'adoption du nouveau concept stratégique, ni le secrétaire à la Défense Robert Gates, ni le président du Comité des chefs d'état-major des Etats-Unis ne figuraient parmi les participants au sommet.